

Compte rendu du Conseil national du 26 octobre 2008

Maison de La Mutualité, Paris

9h20 – 9h40

François BAYROU ouvre la séance du Conseil national à 9h20.

Jean-Marie VANLERENBERGHE, vice-président chargé de l'organisation, indique qu'en moins d'un an après le congrès fondateur, le Mouvement Démocrate fonctionne, mais avec des textes provisoires. Une commission de 11 membres a été désignée par le Bureau exécutif afin de vérifier les règles électorales définies par le Règlement intérieur national (RIN) et d'analyser les différentes fonctions des instances.

Les modifications proposées ce jour sont modestes : indication du nombre de sièges par région pour l'élection du collège des adhérents du Conseil national et présentation simplifiée des instances.

Jean-Marie VANLERENBERGHE précise que lorsque les textes sont en conflit, ce sont les statuts qui l'emportent sur le RIN.

François BAYROU propose deux amendements aux statuts au lieu de trois comme annoncés sur la convocation :

Amendement n°1 :

A l'article 15, remplacer le 6^e paragraphe par le paragraphe suivant :

« *La présidence du mouvement départemental et du conseil départemental sont élus pour trois ans par les adhérents du département concerné selon des modalités définies par le règlement intérieur national. **La présidence est collégiale.** Elle est composée du président départemental et de ses vice-présidents. Le président du mouvement départemental représente les adhérents au Conseil national.* »

Amendement n°3 :

A l'article 21, ajouter le paragraphe suivant :

« *Après avis du Conseil national ou de la Conférence nationale, le bureau exécutif national peut intégrer des annexes aux présent statuts par décision à la majorité des trois quarts. L'annexion de ces documents est d'application immédiate et confirmée par décision à la majorité simple du congrès.* »

Aussi, l'amendement n°2 sur les sanctions disciplinaires n'est pas proposé au vote car il aurait suscité beaucoup de débats.

François BAYROU soumet l'incorporation des deux amendements dans le RIN au vote du Conseil national. Le Conseil national adopte cette disposition à l'unanimité.

François BAYROU indique que Rémy DAILLET-WIEDEMANN (31) propose que la présentation des candidats aux adhérents se fasse deux mois avant l'élection et non six mois. L'intéressé corrige en « deux mois au moins ». Le Conseil national vote à l'unanimité moins 1 voix contre cet amendement.

François BAYROU clôt la séance à 9h40.

Compte rendu de la Conférence nationale du 26 octobre 2008

Maison de La Mutualité, Paris

10h05 – 15h00

François BAYROU ouvre la séance de la Conférence nationale à 10h05.

François BAYROU indique que nous vivons actuellement une crise centennale qui va nous obliger à revoir nos modèles de société.

Jean-Marie VANLERENBERGHE explique les amendements aux statuts : le premier concerne le passage à la présidence départementale collégiale ; et le second, quant à lui, prévoit la possibilité d'annexes notamment concernant la répartition des sièges pour le collège des adhérents du Conseil national.

François BAYROU soumet au vote séparément chaque amendement. Ils sont adoptés à l'unanimité moins une dizaine d'abstentions et une dizaine de votes contre.

Puis, François BAYROU soumet au vote l'adoption du RIN voté par le Conseil national augmenté des deux amendements. La Conférence nationale adopte à l'unanimité moins quelques abstentions et quelques votes contre le texte.

La parole est ensuite aux invités de la Conférence.

Robert ROCHEFORT, président du CREDOC :

La crise est la plus grave que nous ayons connu, y compris depuis celle de 1929. Elle est mondiale, elle touche même l'Asie. Tous les pans de l'activité sont touchés.

Le terme de récession ne doit pas être utilisé à mauvais escient mais il ne faut pas pour autant se voiler la face.

Quelle est l'ampleur de cette crise ? Quelle sera sa durée ? Il est impossible de le savoir.

Pour la première fois, tous les pays du monde convergent et pour la première fois, les conflits armés semblent pouvoir être évités.

Le pétrole a vu son prix fortement décroître à 60 \$ le baril, ce qui ne constitue pas forcément une bonne chose.

Les entreprises préparent la crise dès aujourd'hui en stoppant les commandes même les plus superficielles comme la papeterie, les embauches. Cela accentuera la crise.

On prévoit une augmentation de 10% du nombre de chômeurs. L'Unedic estime la hausse à 40 000 chômeurs en 2008. Il faut même prévoir une hausse plus importante d'ici la fin de l'année et en 2009.

Cependant, il ne faut pas céder à la panique.

Cette crise permet de réfléchir au type de société que nous voulons au sortir de celle-ci. Il faut développer de nouvelles formes de solidarités.

Le pouvoir d'achat diminuera en 2008 et 2009, mais pour revenir au niveau de celui de 2004/05.

Les retraites constitueront un problème plus grave que le chômage en raison de la démographie et du « papy-boom ».

Il faudra pendant la crise concentrer ses efforts sur :

- le bâtiment, en priorité, car il risque d'amener 100 000 chômeurs
- les PME et TPE

Concernant le changement de société, on peut sentir des prémices avec la diminution des ventes d'eau en bouteille au profit de l'eau du robinet ou avec l'achat de voitures de petites cylindrées au lieu de grandes cylindrées grâce au bonus-malus écologique. Les Français sont-ils moins heureux ? Non.

Les prises de décisions du gouvernement concernant la réforme des services publics, la mise en place du travail le dimanche, la suppression de la publicité sur France Télévisions, la libéralisation des implantations des supermarchés ne sont pas des urgences en période de crise.

Enfin, lorsque l'on parle d'actions contre la crise, il faut expliquer les choses. Par exemple, quand on parle de création d'un fonds souverain, on oublie de dire qu'il existe et qu'il s'agit de la Caisse des dépôts et consignations.

Michel CAMDESSUS, ancien président du FMI :

La crise est un drame en 5 actes :

- les subprimes ;
- la montée des prix dans l'immobilier américain corrélée à l'envolée des taux, ce qui a conduit 3 millions de ménages à perdre leur maison
- les SICAV et titres des marchés financiers qui échappent au contrôle de liquidités des banques.

La crise climatique va s'ajouter à la crise financière pour les quelques centaines de milliers de familles qui vont devoir quitter l'endroit où ils vivent.

Il y a des difficultés à vaincre les scepticismes généralisés.

Il faudra du temps pour que la confiance revienne.

Les banquiers doivent prêter aux ménages pour la relance avec l'appui des banques centrales.

Le marché et ses acteurs est sans foi, ni loi, ni réglementation, ni surveillance comme un avion dans une zone de turbulence, mais sans pilote.

Il faut réglementer le marché des transactions financières. Il y avait des signes précurseurs : en 1994/95 au Mexique, puis pendant la crise asiatique ; avec, à chaque fois, les mêmes causes et les mêmes effets.

Il y a un problème d'éthique financière. Une faute morale d'avoir vendu des produits (subprimes) dont beaucoup n'avaient pas compris le mécanisme. Les traders ont pris le pouvoir dans une euphorie collective et les surveillants ont baissé la garde.

Personne n'était en charge de sonner la fin de la récréation. Il faut se mettre d'accord sur une réglementation et repenser la gouvernance financière, en la rendant plus éthique. Une révolution morale.

N un G8, un G14 ou un G20 n'ont la légitimité. Il faudrait au moins un G24 avec des représentants des pays les plus pauvres, une base légitimée et mettre en place un plan de soutien à ces pays.

Aussi, il faut aller vers une Europe de la solidarité et de la citoyenneté mondiale.

Nicole MAESTRACCI, présidente de la FNARS :

La FNARS rassemble 2 200 établissements gérés par des associations telles le Secours catholique, le Secours populaire, l'Armée du salut, Emmaüs...

Le système de protection sociale s'effrite. Les frontières entre les plus pauvres et les moins pauvres sont devenues poreuses. Nous sommes mal préparés à la crise malgré les prémices.

Le seuil de pauvreté est à 880 € par mois, or, 7,8 millions de personnes, soit 13% de la population française vit au-dessous de ce seuil.

Les inégalités sont absentes du discours du gouvernement. Faire diminuer la pauvreté sans faire diminuer les inégalités n'aboutira pas à une diminution des personnes en-dessous du seuil de pauvreté.

Les jeunes (18-25 ans) sont touchés. Le nombre de chômeurs indemnisés a baissé et avec la crise, beaucoup n'auront plus le droit aux allocations chômage. De même, les travailleurs pauvres (en particulier des femmes) seront sévèrement touchés.

Il y a une crise du logement et de l'hébergement avec 3 millions de mal-logés et 100 000 SDF. Elle peut être anticipée par rapport aux évolutions de la société (développement des familles monoparentales et recomposées)

De plus, la pression des flux migratoires ne cessera pas avec la crise.

La fusion ANPE-Assedic en un Pôle emploi n'a pas de sens si cela ne va pas de pair avec un accompagnement plus important des demandeurs d'emploi, et d'autant à moyens constants. L'insertion est vécue comme une dépense, il faut qu'elle soit perçue comme un investissement. Il n'y a pas de pilote de l'activité car tout le monde a des compétences : Etat, région, département, commune.

Après quelques questions du public, sont intervenus Olivier HENNO, Gilles ARTIGUES, Jean LASSALE, Jean-François KHAN, Corinne LEPAGE, Marielle de SARNEZ.

Enfin, François BAYROU a prononcé son discours de clôture dont voici un résumé issu du site internet officiel :

« François Bayrou a renvoyé dos à dos socialisme et capitalisme dont il a dénoncé la crise et l'échec, dimanche lors de la première Conférence nationale, consacrée à la crise financière. "Je ne crois pas plus à la refondation du capitalisme que je ne crois à la refondation du socialisme." Comparant l'actuelle crise financière, d'ampleur séculaire, à celle qui en 1989 a emporté le socialisme soviétique, François Bayrou a conclu à la crise et l'échec de l'idée fondamentale qui animait chacun des deux systèmes. "On se contente de nous annoncer, à grand son de trompe, qu'on va refonder le capitalisme" a-t-il ironisé.

*"Croire qu'on peut dicter à des mécanismes en oeuvre depuis le début des temps, de se plier à la volonté politique publicitaire, il n'y a pas beaucoup de chances que ça marche!"
Il s'est amusé des déclarations du président vénézuélien Hugo Chavez, qui a estimé vendredi que le "camarade" Sarkozy était en train de se rapprocher du socialisme. "Ca doit faire bien rigoler du côté du Fouquet's!, a-t-il lancé, cette tentative de redorer le blason du capitalisme comme modèle de société, est à peu près le contraire exact de ce que nous pensons. Nous, ce que nous mettons en premier, ce n'est pas l'argent, c'est l'être humain."
A ce titre, il a réaffirmé son opposition à une généralisation du travail dominical. Pour lui, il est fondamental qu'il y ait un jour de la semaine pour la plupart des Français, où l'on puisse montrer aux enfants qu'il y a autre chose dans la vie que consommer, qu'acheter. "Il faut un jour pour le verbe être, et pas pour le verbe avoir."
Il s'est également élevé contre le projet de privatisation de La Poste, et contre le projet de réforme des lycées qui, selon lui, fait sortir le lycée de la culture de la durée, pour le faire entrer dans la culture du zapping. Un projet "humaniste" sera au coeur de la campagne des européennes, a-t-il dit lors de cette Conférence.*